

Initiatives ministérielles

dans des régimes d'épargne-retraite et que nous devons réemprunter à 13 et 14 p. 100.

Le ministre des Finances nous demande quelles solutions nous pouvons offrir. Nous entendons sans cesse cet argument que je trouve détestable pour deux raisons. Tout d'abord, le gouvernement n'a pas été élu pour se défendre en demandant aux autres députés de lui dicter sa conduite. S'il est si faible, alors il ne reste plus au ministre qu'à démissionner. S'il n'a pas de projet et qu'il demande à l'opposition ce qu'il doit faire, alors qu'il abandonne. Qu'il plie bagage, qu'il s'avoue vaincu et qu'il parte!

Une des choses que nous pouvons faire dans notre pays, c'est utiliser les fonds canadiens, l'argent de notre propre pays pour alimenter cette tranche de la mise en commun des capitaux qui est nécessaire pour créer les emplois à long terme. Pas pour l'aide sociale et son abus, ni pour des aumônes, ni pour des mégaprojets, mais pour des emplois utiles à long terme qui permettent aux hommes et aux femmes de rester dans leur propre localité.

Quand je parle de restructurer nos collectivités urbaines, je critiquerais moins cette façon de recueillir des fonds, si je pouvais voir que cet argent est utilisé avec sérieux et à bon escient dans un but social et économique.

Les ministériels déplorent ce qui se passe dans le Canada atlantique. Je le déplore aussi. Cependant, si nous consacrons à des obligations municipales 35 milliards de dollars de ces 71 milliards de dollars investis dans les REER et qui stagnent, il y aurait 5 milliards de dollars demain pour Terre-Neuve et la même somme pour les autres provinces atlantiques. Cela créerait une grande quantité d'emplois, immédiatement, qui redonneraient aux gens fierté, dignité et décence.

Y a-t-il une localité de notre pays qui cherche des obligations bon marché pour garder son assiette fiscale à un faible niveau mais qui ne peut pas en trouver? Il y en a beaucoup. L'impact des taux d'intérêt élevés et la pénurie de capital local dans notre pays forcent les municipalités et les commissions scolaires à augmenter toutes les taxes.

Le ministre veut trouver un moyen de l'éviter. Puisque ce genre de modification va profiter aux riches, qu'il ait le courage moral de faire injecter l'argent dans l'économie, car cet argent existe.

Combien de fois avons-nous entendu dire qu'il fallait garder les taux d'intérêt élevés pour attirer les investissements étrangers, ou que nous manquons de capital canadien? Quelle fausseté, quand on considère le fait que les fonds existent dans les REER, dont le projet de loi permettra aux riches de profiter encore davantage, et

pourraient être utilisés si le gouvernement actuel avait la volonté et l'intelligence de le faire.

• (1730)

Je sais maintenant que je m'adresse à une Chambre extasiée et que je captive l'attention de tous les députés. Tous les ministres écoutent attentivement ma recommandation d'utiliser le capital canadien.

Pensez-vous, monsieur le Président, que le gouvernement dirait aux gens auxquels il permet d'investir de gros montants dans des caisses de retraite protégées qu'il peut leur garantir 5 p. 100 plus la moitié de leur capital investi lorsqu'ils se retireront du régime de retraite s'ils investissent leur argent dans des obligations municipales? Y a-t-il quelqu'un à la Chambre qui trouve, sur le plan idéologique, que l'utilisation du capital canadien constitue d'une certaine façon une trahison des positions conservatrices, libérales ou néo-démocrates? Personne. Y a-t-il un seul député qui puisse rejeter l'idée d'utiliser des capitaux canadiens, sous forme d'obligations peu coûteuses, comme on le fait aux États-Unis, pour commencer à payer les dettes à long terme contractées pour construire les routes, les égouts et les trottoirs? Nous pouvons, comme les Américains, émettre des obligations à 5 p. 100 d'intérêt. Y a-t-il quelqu'un de l'autre côté qui est contre?

Mme Mitchell: Y a-t-il quelqu'un de l'autre côté?

M. Barrett: Y a-t-il quelqu'un de l'autre côté? Eh bien, il y a quelques personnes et j'ai un message à leur transmettre. Je vous signale que cette idée peut réellement permettre d'obtenir des votes. Elle transcende tous les partis politiques. Le gouvernement a la possibilité d'offrir des capitaux canadiens bon marché aux municipalités qui désirent construire des logements pour les sans-abri et subventionner des hypothèques à des taux peu élevés. Je ne parle pas du financement massif des logements publics, qui a été désastreux sur le plan social. Je parle de choix offerts aux citoyens ordinaires, surtout aux chefs de famille monoparentale qui ont du mal à payer les loyers élevés dans les centres urbains de tout le pays.

Où puisera-t-on l'argent? Je le répète, depuis 1986, il y a 71 milliards de dollars dans les REER et la moitié de ce montant n'est pas canalisée de façon précise. Elle se retrouve dans les banques privées, qui utilisent ce vaste réservoir d'économies des contribuables riches pour effectuer des placements privés.

Plus je parle de cette idée, plus les appuis se font nombreux. Tôt ou tard, on commencera à s'attaquer à moi, mais pas à mon idée. Je vous rappelle que mon parti a fait cette même proposition au sujet de la socialisation des services médicaux. À ce moment-là, tous les libéraux et les conservateurs se sont montrés réticents. Mais à